



Déclaration préalable au Conseil d'administration du 23/2/2017

Madame la Vice-Présidente du Conseil d'administration,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

Aujourd'hui, il vous est proposé de faire une sorte de relevé des compteurs en matière budgétaire et d'examiner le programme d'activité 2017. Le budget 2016 est derrière nous et le programme d'activité constitue un sujet plutôt consensuel. Avant les prochaines élections et après plusieurs réunions houleuses, le CA paraît devoir connaître aujourd'hui une phase d'apesanteur. L'absence aujourd'hui de Gaël PERDRIAU est à cet égard révélatrice. Aux yeux de FO, cette réunion apparaît quelque peu irréaliste. La maison brûle et vous regardez ailleurs.

En effet, les problèmes les plus criants auxquels le Cerema doit faire face ne seront pas évoqués à ce CA : le plan stratégique immobilier qui tourne au fiasco pour les agents sans aucun bénéfice pour l'Établissement comme le montre à l'envi le cas de Nice – rappelons que notre organisation syndicale s'oppose fermement à toute fermeture de site qui participe de la destruction programmée du Cerema. Ne sera pas non plus évoquée la chute annoncée des effectifs, qui entraînent des suppressions de postes à l'aveugle dans les services sans aucune stratégie possible compte tenu de la violence de la purge ; ni l'investissement en chute libre et l'obsolescence des matériels et des bâtiments ; ni la dégradation accélérée des conditions de travail en raison des baisses sévères de crédits de fonctionnement et des perpétuelles réorganisations ; ni, enfin, les changements d'orientations qui fragilisent les agents et les placent dans l'insécurité.

A ce titre, débattre du programme d'activité paraît quelque peu surréaliste, alors que les moyens de le réaliser font l'objet de coupes sombres et que l'avenir du Cerema demeure si incertain.

Le sujet budgétaire que vous discuterez tout à l'heure, même s'il apparaît rétrospectif, comporte cependant un enjeu fort, si vous en décidez ainsi. A la fin de l'année dernière, vous avez approuvé un budget rectificatif pour 2016 et adopté le budget 2017. Ces documents entérinaient une baisse drastique de la subvention de l'État et des coupes massives dans les effectifs. FO a dénoncé ici avec virulence ces budgets, qui mettent en cause la pérennité de l'Établissement et font peser un doute sérieux sur les projets de l'État pour notre Établissement.

Mesdames et Messieurs les Administrateurs, on vous ment dans cette instance quand les représentants de l'État vous parlent de l'ambition qu'ils ont pour le Cerema, des grands projets qu'il portera et des réalisations qu'il conduira au service des collectivités territoriales et du bien public.

Dans leur aridité, les documents budgétaires qui vous sont présentés aujourd'hui vous le disent clairement : l'État n'a plus d'autre ambition pour le Cerema que d'en faire un gisement d'économie budgétaire et de postes à supprimer. Le traitement qui lui sera infligé l'année prochaine en matière de baisse d'effectif est deux fois pire que celui que le Ministère fait subir aux autres établissements publics et à ses propres services. Le patrimoine du Cerema se rétracte rapidement et cette évolution préfigure sa disparition prochaine.

D'ailleurs, les agents l'ont compris, qui prennent le chemin du départ ou qui quittent déjà notre établissement dans des proportions inquiétantes. L'année dernière, une quarantaine d'ITPE ont par exemple quitté le Cerema, marquant une forte accélération des départs par rapport à l'année précédente. En 2016, les agents de catégorie C ne constituent plus une priorité, les agents de catégorie B sont mis sous pression, et les agents de catégorie A gèrent des équipes de plus en plus évanescentes. A cela, s'ajoute le mépris que l'administration témoigne aux agents au travers de mesures statutaires ou de gestion des corps, que ce soit PPCR ou le

RIFSEEP.

Vous avez l'occasion aujourd'hui d'envoyer un signal fort à notre tutelle en ne cautionnant pas le budget indigent qu'il a réservé au Cerema pour 2016.

Pour leur part, les représentants de FO sont las de participer à ce conseil formel, où toutes les décisions sont prises d'avance, où ils ont le sentiment d'être complices d'une entreprise de destruction systématique du réseau scientifique et technique. A ce titre, FO ne cautionnera pas une nouvelle fois les choix budgétaires de l'État par son vote.

Madame la Vice-Présidente,

Mesdames et Messieurs les Administrateurs,

Force Ouvrière vous enjoint de faire de même, afin de montrer au Ministère que le vote du budget qui nous est formellement confié n'est pas une mascarade !

Je vous remercie,